Spedizione in abbonamento postale - Gruppo I

Anno 115° — Numero 213

GAZZETTA UFFICIALE

DELLA REPUBBLICA ITALIANA

PARTE PRIMA Roma - Mercoledì, 21 agosto 1974 SI PUBBLICA TUTTI I GIORNI MENO I FESTIVI

DIREZIONE E REDAZIONE PRESSO IL MINISTERO DI GRAZIA E GIUSTIZIA - UFFICIO PUBBLICAZIONE DELLE LEGGI E DECRETI - TELEFONO 6540139
AMMINISTRAZIONE PRESSO L'ISTITUTO POLIGRAFICO DELLO STATO - LIBRERIA DELLO STATO - PIAZZA GIUSEPPE VERDI, 10 - 00100 ROMA - CENTRALINO 8508

PREZZI E CONDIZIONI DI ABBONAMENTO

ALLA PARTE PRIMA E SUPPLEMENTI ORDINARI

Annuo L. 21.000 - Semestrale L. 11.000 - Trimestrale L. 6.000 - Un fascicolo L. 100 - Supplementi ordinari: L. 100 per ogni sedicesimo o frazione di esso - Fascicoli di annate arretrate: il doppio.

ALLA PARTE SECONDA (Foglio delle inserzioni)

Annuo L. 16.000 - Semestrale L. 9.000 - Trimestrale L. 5.000 - Un fascicolo L. 90 - Fascicoli di annate arretrate: il doppio.

Per l'ESTERO i prezzi di abbonamento sono il doppio di quelli indicati per l'interno

L'importo degli abbonamenti deve essere versato sul c/c postale n. 1/2640 intestato all'Istituto Poligrafico dello Stato
I fascicoli disguidati devono essere richiesti all'Amministrazione entro 30 giorni dalla data di pubblicazione

La « Gazzetta Ufficiale » e tutte le altre pubblicazioni ufficiali sono in vendita al pubblico presso le agenzie della Libreria dello Stato: ROMA, via XX Settembre (Palazzo del Ministero del Tesoro) e via del Tritone, 61/A; MILANO, Galleria Vittorio Emanuele, 3; NAPOLI, via Chiaia, 5; FIRENZE, via Cavour, 46/r; GENOVA, via XII Ottobre, 172/r (Piccapietra); BOLOGNA, Strada Maggiore, 23/A e presso le Librerie depositarie nei Capoluoghi di provincia. Le richieste per corrispondenza devono essere inviate all'Istituto Poligrafico dello Stato — Libreria dello Stato — Piazza Verdi, 10 — 00100 Roma, versando l'importo maggiorato delle spese di spedizione a mezzo del c/c postale 1/2640. Le inserzioni, come da norme riportate nella testata della parte seconda, si ricevono in Roma (Ufficio Inserzioni — Via XX Settembre — Palazzo del Ministero del Tesoro). Le agenzie di Milano, Napoli, Firenze, Genova e Bologna possono accettare solamente gli avvisi consegnati a mano ed accompagnati dal relativo importo.

SOMMARIO

LEGGI E DECRETI

DISPOSIZIONI E COMUNICATI

CONCORSI ED ESAMI

LEGGI E DECRETI

LEGGE 22 maggio 1974, n. 357.
Ratifica ed esecuzione della convenzione europea in materia di adozione di minori, firmata a Strasburgo il 24 aprile 1967.

La Camera dei deputati ed il Senato della Repubblica hanno approvato;

IL PRESIDENTE DELLA REPUBBBLICA

PROMULGA

la seguente legge:

Art. 1.

Il Presidente della Repubblica è autorizzato a ratificare la convenzione in materia di adozione di minori, firmata a Strasburgo il 24 aprile 1967.

Art. 2.

Piena ed intera esecuzione è data alla convenzione di cui all'articolo precedente a decorrere dalla sua entrata in vigore in conformità all'articolo 21 della convenzione stessa.

La presente legge, munita del sigillo dello Stato, sarà inserta nella Raccolta ufficiale delle leggi e dei decreti della Repubblica italiana. E' fatto obbligo a chiunque spetti di osservarla e di farla osservare come legge dello Stato.

Data a Roma, addì 22 maggio 1974

LEONE

RUMOR — MORO — ZAGARI

Visto, *il Guardasigilli*: ZAGARI

CONVENTION EUROPEENNE EN MATIERE D'ADOPTION DES ENFANTS

PREAMBULE

Les Etats membres du Conseil de l'Europe, signataires de la présente convention,

Considérant que le but du Conseil de l'Europe est de réaliser une union plus étroite entre ses Membres afin, notamment, de favoriser leur progrès social;

Considérant que, bien que l'institution de l'adoption des enfants existe dans la législation de tous les Etats membres du Conseil de l'Europe, il y a dans ces pays des vues divergentes sur les principes qui devraient régir l'adoption, ainsi que des différences quant à la procédure d'adoption et aux effets juridiques de l'adoption;

Considérant que l'acceptation de principes communs et de pratiques communes en ce qui concerne l'adoption des enfants contribuerait à aplanir les difficultés causées par ces divergences et permettrait en même temps de promouvoir le bien des enfants qui sont adoptés,

Sont convenus de ce qui suit:

Partie I

ENGAGEMENTS ET CHAMP D'APPLICATION

Article 1

Chaque Partie contractante s'engage à assurer la conformité de sa législation aux dispositions de la partie II de la présente convention et à notifier au Secrétaire général du Conseil de l'Europe les mesures prises à cette fin.

Article 2

Chaque Partie contractante s'engage à prendre en considération les dispositions énoncées dans la partie III de la présente convention et si elle donne effet, ou si, après avoir donné effet, elle cesse de donner effet à l'une quelconque de ces dispositions, elle devra le notifier au Secrétaire général du Conseil de l'Europe.

Article 3

La présente convention concerne uniquement l'institution juridique de l'adoption d'un enfant qui, au moment où l'adoptant demande à l'adopter, n'a pas atteint l'âge de 18 ans, n'est pas ou n'a pas été marié, et n'est pas réputé majeur.

Partie II

DISPOSITION ESSENTIELLES

Article 4

L'adoption n'est valable que si elle est prononcée par une autorité judiciaire ou administrative ciaprès appelée « l'autorité compétente ».

Article 5

1. Sous réserve des paragraphes 2 à 4 du présent article, l'adoption n'est prononcée que si au moins les consentements suivants ont été accordés et n'ont pas été retirés:

(*a*) le consentement de la mère et, lorsque l'enfant est légitime, celui du père, ou, s'il n'y a ni père ni mère qui puisse consentir, le consentement de toute personne ou de tout organisme qui serait habilité à exercer les droits parentaux à cet egard;

(*b*) le consentement du conjoint de l'adoptant.

2. Il n'est pas permis à l'autorité compétente:

(*a*) de se dispenser de recueillir le consentement de l'une des personnes visées au paragraphe 1 ci-dessus, ou

(*b*) de passer outre au refus de consentement de l'une des personnes ou de l'un des organismes visés audit paragraphe 1,

sinon pour des motifs exceptionnels déterminés par la législation.

3. Si le père ou la mère est privé de ses droits parentaux envers l'enfant, ou en tout cas du droit de consentir à l'adoption, la législation peut prévoir que son consentement ne sera pas requis.

4. Le consentement d'une mère à l'adoption de son enfant ne sera accepté que s'il est donné après la naissance, à l'expiration du délai prescrit par la législation et qui ne doit pas être inférieur à 6 semaines ou, s'il n'est pas spécifié de délai, au moment où, de l'avis de l'autorité compétente, la mère aura pu se remettre suffisamment des suites de l'accouchement.

5. Dans le présent article, on entend par « père » et « mère » les personnes qui sont légalement les parents de l'enfant.

Article 6

1. La législation ne peut permettre l'adoption d'un enfant que par deux personnes unies en mariage, qu'elles adoptent simultanément ou successivement, ou par un seul adoptant.

2. La législation ne peut permettre une nouvelle adoption d'un enfant que dans l'un ou plusieurs des cas suivants:

(*a*) lorsqu'il s'agit d'un enfant adoptif du conjoint de l'adoptant,

(*b*) lorsque le précédent adoptant est décédé,

(*c*) lorsque la précédente adoption est annulée,

(*d*) lorsque la précédente adoption a pris fin.

Article 7

1. Un enfant ne peut être adopté que si l'adoptant a atteint l'âge minimum prescrit à cette fin, cet âge n'étant ni inférieur à 21 ans, ni supérieur à 35 ans.

2. Toutefois, la législation peut prévoir la possibilité de déroger à la condition d'âge minimum:

(*a*) si l'adoptant est le père ou la mère de l'enfant, ou

(*b*) en raison de circonstances exceptionnelles.

Article 8

1. L'autorité compétente ne prononcera une adoption que si elle a acquis la conviction que l'adoption assurera le bien de l'enfant.

2. Dans chaque cas, l'autorité compétente attachera une particulière importance à ce que cette adoption procure à l'enfant un foyer stable et harmonieux.

3. En règle générale, l'autorité compétente ne considérera pas comme remplies les conditions précitées si la différence d'âge entre l'adoptant et l'enfant est inférieure à celle qui sépare ordinairement les parents de leurs enfants.

Article 9

1. L'autorité compétente ne prononcera une adoption qu'après une enquête appropriée concernant l'adoptant, l'enfant et sa famille.

2. L'enquête devra, dans la mesure appropriée à chaque cas, porter notamment sur les éléments suivants:

(*a*) la personalité, la santé et la situation économique de l'adoptant, sa vie de famille et l'installation de son foyer, son aptitude à éduquer l'enfant;

(*b*) les motifs pour lesquels l'adoptant souhaite adopter l'enfant;

(*c*) les motifs pour lesquels, au cas où l'un seulement de deux époux demande à adopter un enfant, le conjoint ne s'associe pas à la demande;

(*d*) la convenance mutuelle entre l'enfant et l'adoptant, la durée de la période pendant laquelle il a été confié à ses soins;

(*e*) la personnalité et la santé de l'enfant; sauf prohibition légale, les antécédents de l'enfant;

(*f*) le sentiment de l'enfant au sujet de l'adoption proposee;

(*g*) la religion de l'adoptant et la religion de l'enfant, s'il y a lieu.

3. Cette enquête devra être confiée à une personne ou à un organisme reconnus par la loi ou agréés à cet effet par une autorité judiciaire ou administrative. Elle devra, dans la mesure du possible, être effectuée par des travailleurs sociaux qualifiés en ce domaine par leur formation ou par leur expérience.

4. Les dispositions du présent article n'affectent en rien le pouvoir et l'obligation qu'a l'autorité compétente de se procurer tous renseignements ou preuves concernant ou non l'objet de l'enquête, et qu'elle considère comme pouvant être utiles.

Article 10

1. L'adoption confère à l'adoptant à l'égard de l'enfant adopté les droits et obligations de toute nature qui sont ceux d'un père ou d'une mère à l'égard de son enfant légitime.

L'adoption confère à l'adopté à l'égard de l'adoptant les droits et obligations de toute nature qui sont ceux d'un enfant légitime à l'égard de son père ou de sa mère.

2. Dès que naissent les droits et obligations visés au paragraphe 1 du présent article, les droits et obligations de même nature existant entre l'adopté et son père ou sa mère ou tout autre personne ou organisme cessent d'exister. Néanmoins, la législation peut prévoir que le conjoint de l'adoptant conserve ses droits et obligations envers l'adopté si celui-ci est son enfant légitime, illégitime ou adoptif.

En outre, le législation peut maintenir pour les parents l'obligation alimentaire envers l'enfant, l'obligation de l'entretenir, de l'établir et de le doter pour le cas où l'adoptant ne remplit pas une de ces obligations.

3. En règle générale, l'adopté sera mis en mesure d'acquérir le patronyme de l'adoptant ou de l'ajouter à son propre patronyme.

4. Si un parent légitime a le droit de jouissance sur les biens de son enfant, le droit de jouissance de l'adoptant sur les biens de l'adopté peut, nonobstant le paragraphe 1 du présent article, être limité par la législation.

5. En matière successorale, dans la mesure où la législation donne à l'enfant légitime un droit dans la succession de son père ou de sa mère, l'enfant adopté est traité à cet égard de la même manière que s'il était l'enfant légitime de l'adoptant.

Article 11

1. Si l'enfant adopté n'a pas, dans le cas d'adoption par une seule personne, la nationalité de l'adoptant ou, dans le cas d'adoption par des époux, leur commune nationalité, la Partie contractante dont l'adoptant ou les adoptants sont ressortissants facilitera l'acquisition de sa nationalité par l'enfant.

2. La perte de nationalité qui pourrait résulter de l'adoption est subordonnée à la possession ou à l'acquisition d'une autre nationalité.

Article 12

1. Le nombre d'enfant que peut adopter un même adoptant ne sera pas limité par la législation.

2. Il ne pourra pas être interdit par la législation à une personne d'adopter un enfant pour le motif qu'elle a, ou pourrait avoir, un enfant légitime.

3. Si l'adoption améliore la situation juridique de l'enfant, il ne pourra pas être interdit par la législation à une personne d'adopter son enfant illégitime.

Article 13

1. Tant que l'adopté n'est pas majeur, l'adoption ne peut être révoquée que par décision d'une autorité judiciaire ou administrative pour motifs graves et uniquement si la révocation pour de tels motifs est admise par la législation.

2. Le paragraphe précédent ne concerne pas les cas où:

(*a*) l'adoption est nulle,

(*b*) l'adoption prend fin par suite de la légitimation de l'adopté par l'adoptant.

Article 14

Lorsque les enquêtes effectuées pour l'application des articles 8 et 9 de la présente convention se rapporteront à une personne qui réside ou a résidé sur le territoire d'une autre Partie contractante, cette Partie contractante devra s'efforcer d'obtenir que les renseignements nécessaires qui lui sont demandés soient fournis sans délai. Les autorités peuvent communiquer directement entre elles à cet effet.

Article 15

Des dispositions seront prises pour prohiber tout gain injustifié provenant de la remise d'un enfant en vue de son adoption.

Article 16

Chacune des Parties contractantes conserve la faculté d'adopter des dispositions plus favorables à l'enfant adopté.

Partie III

DISPOSITIONS SUPPLEMENTAIRES

Article 17

L'adoption ne peut être prononcée que si l'enfant a été confié aux soins des adoptants pendant une période suffisamment longue pour que l'autorité compétente puisse raisonnablement apprécier les relations qui s'établiraient entre eux si l'adoption était prononcée.

Article 18

Les pouvoirs publics veilleront à la promotion et au bon fonctionnement d'institutions publiques ou privées auxquelles ceux qui désirent adopter ou faire adopter un enfant peuvent s'adresser en vue d'obtenir aide et conseil.

Article 19

Les aspects sociaux et juridiques de l'adoption figureront aux programmes de formation des travailleurs sociaux.

Article 20

1. Des dispositions seront prises pour qu'une adoption puisse, le cas échéant, intervenir sans que l'identité de l'adoptant soit révélée à la famille de l'enfant.

2. Des dispositions seront prises pour prescrire ou pour permettre que la procédure d'adoption se déroule à huis clos.

3. L'adoptant et l'adopté pourront obtenir des documents extraits des registres publics dont le contenu atteste le fait, la date et le lieu de la naissance de l'adopté, mais ne révèle pas expressément l'adoption ni l'identité de ses parents d'origine.

4. Les registres publics seront tenus ou, à tout le moins, leurs énonciations reproduites de telle manière que les personnes qui n'y ont pas un intérêt légitime ne puissent apprendre le fait qu'une personne a été adoptée, ou, si ce fait est connu, l'identité de ses parents d'origine.

Partie IV

CLAUSES FINALES

Article 21

1. La présent convention est ouverte à la signature des Etats membres du Conseil de l'Europe. Elle sera ratifiée ou acceptée. Les instruments de ratification ou d'acceptation seront déposés près le Secrétaire général du Conseil de l'Europe.

2. La convention entrera en vigueur trois mois après la date du dépôt du troisième instrument de ratification ou d'acceptation.

3. Elle entrera en vigueur à l'égard de tout Etat signataire qui la ratifiera ou l'acceptera ultérieurement, trois mois après la date du dépôt de son instrument de ratification ou d'acceptation.

Article 22

1. Après l'entrée en vigueur de la présent convention, le Comité des Ministres du Conseil de l'Europe pourra inviter tout Etat non membre du Conseil à adhérer à la présent convention.

2. L'adhésion s'effectuera par le dépôt, près le Secrétaire général du Conseil de l'Europe, d'un instrument d'adhésion qui prendra effet trois mois après la date de son dépôt.

Article 23

1. Toute Partie contractante peut, au moment de la signature ou au moment du dépôt de son instrument de ratification, d'acceptation ou d'adhésion, désigner le ou les territoires auxquels s'appliquera la présente convention.

2. Toute Partie contractante peut, au moment du dépôt de son instrument de ratification, d'acceptation ou d'adhésion, ou à tout autre moment par la suite, étendre l'application de la présente convention, par déclaration adressée au Secrétaire général du Conseil de l'Europe, à tout autre territoire désigné dans la déclaration et dont Elle assure les relations internationales ou pour lequel Elle est habilitée à stipuler.

3. Tout déclaration faite en vertu du paragraphe précédent pourra être retirée, en ce qui concerne tout territoire désigné dans cette déclaration, aux conditions prévues par l'article 27 de la présente convention.

Article 24

1. Toute Partie contractante dont la législation prévoit plus d'une forme d'adoption aura la faculté de n'appliquer qu'à une de ces formes les dispositions des paragraphes 1, 2, 3 et 4 de l'article 10 de la présente convention, et des paragraphes 2 et 3 de l'article 12.

2. La Partie contractante faisant usage de cette faculté le notifiera au Secrétaire général du Conseil de l'Europe au moment de la signature ou au moment du dépôt de son instrument de ratification, d'acceptation ou d'adhésion, ou lorsqu'Elle fera une déclaration conformément au paragraphe 2 de l'article 23 de la présente convention, et indiquera les modalités de l'exercice de cette faculté.

3. Cette Partie contractante peut mettre fin à l'exercice de cette faculté; elle en avisera le Secrétaire général du Conseil de l'Europe.

Article 25

1. Toute Partie contractante peut, au moment de la signature ou au moment du dépôt de son instrument de ratification, d'acceptation ou d'adhésion, ou encore lorsqu'Elle fera une déclaration conformément au paragraphe 2 de l'article 23 de la présente convention, formuler au maximum deux réserves au sujet des dispositions de la partie II de celle-ci.

Des réserves de caractère général ne sont pas permises, chaque réserve ne peut porter que sur une disposition.

Chaque réserve aura effet pendant cinq ans à partir de l'entrée en vigueur de la présente convention à l'égard de la Partie considérée. Elle pourra être renouvelée pour des périodes successives de cinq ans, au moyen d'une déclaration adressée avant l'expiration de chaque période au Secrétaire général du Conseil de l'Europe.

2. Toute Partie contractante peut retirer, en tout ou en partie, une réserve formulée par Elle en vertu du paragraphe précédent, au moyen d'une déclaration adressée au Secrétaire général du Conseil de l'Europe et qui prendra effet à la date de sa réception.

Article 26

Chaque Partie contractante communiquera au Secrétaire général du Conseil de l'Europe les noms et adresses des autorités auxquelles peuvent être transmises les demandes prévues par l'article 14.

Article 27

1. La présente convention demeurera en vigueur sans limitation de durée.

2. Toute Partie contractante pourra, en ce qui la concerne, dénoncer la présente convention en adressant une notification au Secrétaire général du Conseil de l'Europe.

3. La dénonciation prendra effet six mois après la date de la réception de la notification par le Secrétaire général.

Article 28

Le Secrétaire général du Conseil de l'Europe notifiera aux Etats membres du Conseil et à tout Etat ayant adhéré à la présente convention;

(*a*) toute signature;

(*b*) le dépôt de tout instrument de ratification, d'acceptation ou d'adhésion;

(*c*) toute date d'entrée en vigueur de la présente convention conformément à son article 21;

(*d*) toute notification reçue en application des dispositions de l'article 1;

(*e*) toute notification reçue en application des dispositions de l'article 2;

(*f*) toute déclaration reçue en application des dispositions des paragraphes 2 et 3 de l'article 23;

(*g*) toute information reçue en application des dispositions des paragraphes 2 et 3 de l'article 24;

(*h*) toute réserve formulée en application des dispositions du paragraphe 1 de l'article 25;

(*i*) le renouvellement de toute réserve, effectué en application des dispositions du paragraphe 1 de l'article 25;

(*j*) le retrait de toute réserve, effectué en application des dispositions du paragraphe 2 de l'article 25;

(*k*) toute notification formulée en application des dispositions de l'article 26;

(*l*) toute notification reçue en application des dispositions de l'article 27 et la date à laquelle la dénonciation prendra effet.

EN FOI DE QUOI, les soussignés, dûment autorisés à cet effet, ont signé la présente convention.

FAIT à Strasbourg, le 24 avril 1967, en français et en anglais, les deux textes faisant également foi, en un seul exemplaire qui sera déposé dans les archives du Conseil de l'Europe. Le Secrétaire général du Conseil de l'Europe en communiquera copie certifiée conforme à chacun des Etats signataires et adhérents.

Pour le Gouvernement de la République d'Autriche:

Pour le Gouvernement du Royaume de Belgique:

Pour le Gouvernement de la République de Chypre:

Pour le Gouvernement du Royaume de Danemark:

M. WARBERG

Pour le Gouvernement de la République française:

A. BETTENCOURT

Pour le Gouvernement de la République Fédérale d'Allemagne:

G. JAHN

Pour le Gouvernement du Royaume de Grèce (*Strasbourg, le* 19 *mai* 1967):

B. VITSAXIS

Pour le Gouvernement de la République islandaise:

Pour le Gouvernement d'Irlande (*Strasbourg, le* 25 *janvier* 1968):

S. GAYNOR

Pour le Gouvernement de la République italienne:

G. OLIVA

Pour le Gouvernement du Grand Duché de Luxembourg:

P. GREGOIRE

Pour le Gouvernement de Malte:

P. PULLICINO

Pour le Gouvernement du Royaume des Pays-Bas:

Pour le Gouvernement du Royaume de Norvège (*article* 12, *paragraph* 3, *will not be binding on Norway*):

O. MYRVOLL

Pour le Gouvernement du Royaume de Suède:

G. Lange

Pour le Gouvernement de la Confédération suisse:

Pour le Gouvernement de la République turque:

Pour le Gouvernement du Royaume-Uni de Grande Bretagne et d'Irlande du Nord:

F. Mulley

Traduzione non ufficiale

N. B. — I testi facenti fede sono unicamente quelli indicati nella convenzione.

CONVENZIONE EUROPEA SULL'ADOZIONE DEI MINORI

Preambolo

Gli Stati membri del Consiglio d'Europa, firmatari della presente convenzione,

Considerato che scopo del Consiglio d'Europa è la realizzazione di una più stretta unione fra gli Stati membri, al fine di favorirne particolarmente il progresso sociale;

Considerato che, nonostante l'istituto dell'adozione dei minori esista nella legislazione di tutti gli Stati membri del Consiglio d'Europa, esistono tuttavia in detti paesi divergenze sui principî che dovrebbero regolare l'adozione, come pure differenze relative alla procedura ed agli effetti giuridici dell'adozione;

Considerato che l'accettazione di principî e di pratiche comuni in materia di adozione dei minori contribuirebbe ad appianare le difficoltà causate da tali divergenze e permetterebbe nello stesso tempo di favorire il benessere dei minori adottati,

Hanno convenuto quanto segue:

Parte I

Assunzione di impegni e loro campo di applicazione

Articolo 1

Ogni Parte contraente si impegna a rendere la propria legislazione conforme alle disposizioni contenute nella II parte della presente convenzione notificando nel contempo al Segretario generale del Consiglio d'Europa le misure adottate a tale scopo.

Articolo 2

Ogni Parte contraente si impegna a prendere in considerazione le disposizioni enunciate nella III parte della presente convenzione e se essa vi dà esecuzione o se, dopo avervi dato esecuzione, essa cessa di dare esecuzione ad una qualsiasi di tali disposizioni, dovrà darne notifica al Segretario generale del Consiglio d'Europa.

Articolo 3

La presente convenzione riguarda unicamente l'istituto giuridico dell'adozione del minore che, nel momento in cui l'adottante chiede di adottarlo, non abbia ancora raggiunto l'età di 18 anni, non sia o non sia stato sposato, e non sia ancora considerato maggiorenne.

Parte II

Disposizioni fondamentali

Articolo 4

L'adozione non sarà valida se non sarà stata decisa da un'autorità giudiziaria o amministrativa, qui appresso indicata « autorità competente ».

Articolo 5

1. Salvo quanto disposto nei paragrafi da 2 a 4 del presente articolo, l'adozione non verrà decisa se non quando siano stati concessi e non siano stati ritirati i seguenti consensi:

a) il consenso della madre e, quando il minore è figlio legittimo, quello del padre o, se non vi sono genitori che possano acconsentire, il consenso di qualsiasi persona o di qualsiasi ente che sia abilitato ad esercitare al riguardo la patria potestà;

b) il consenso del coniuge dell'adottante.

2. Non è permesso all'autorità competente:

a) di dispensare dal consenso una delle persone citate al precedente paragrafo 1 o,

b) di non tener conto del mancato consenso di una delle persone o degli enti citati al precedente paragrafo 1,

tranne che per eccezionali motivi, fissati dalla legge.

3. Se il padre o la madre sono stati privati della patria potestà nei confronti del minore o comunque del diritto di consentire l'adozione, la legge può prevedere che tale consenso non sia richiesto.

4. Il consenso della madre all'adozione del figlio non potrà essere accettato che dopo la nascita di questi, allo spirare del termine prescritto dalla legge e che non dovrà essere inferiore a 6 settimane o, ove non sia specificato un termine, nel momento in cui, a giudizio dell'autorità competente, la madre si sarà sufficientemente ristabilita dalle conseguenze del parto.

5. Nel presente articolo per « padre » e « madre » si intendono le persone che sono, legalmente, i genitori del minore.

Articolo 6

1. La legge permette l'adozione di un minore solo da parte di due persone unite in matrimonio, che esse adottano simultaneamente o successivamente, o da parte di un solo adottante.

2. La legge non può permettere una nuova adozione di un minore che in uno o più dei casi seguenti:

a) ove si tratti di un minore adottato dal coniuge dell'adottante;

b) ove il precedente adottante sia deceduto;

c) ove la precedente adozione sia stata annullata;

d) ove la precedente adozione sia terminata.

Articolo 7

1. Un minore può essere adottato solo allorché l'adottante ha raggiunto l'età minima prescritta a tale scopo, età che non dovrà essere inferiore ai 21 anni, né superiore ai 35.

2. Tuttavia, la legge può prevedere la possibilità di derogare al requisito dell'età minima:

a) se l'adottante è il padre o la madre del minore, o

b) per il verificarsi di circostanze eccezionali.

Articolo 8

1. L'autorità competente non deciderà un'adozione se non ha acquisito la certezza che l'adozione avvenga nell'interesse del minore.

2. In ogni caso, l'autorità competente farà particolarmente attenzione a che l'adozione procuri al minore un ambiente familiare stabile ed armonioso.

3. Come regola generale, l'autorità competente non riterrà soddisfatte le suddette condizioni se la differenza di età tra l'adottante e il minore sarà inferiore a quella che intercorre di solito tra i genitori e i loro figli.

Articolo 9

1. L'autorità competente non deciderà un'adozione che dopo aver disposto adeguate indagini sull'adottante, sul minore e sulla di lui famiglia.

2. Le indagini dovranno, a seconda dei casi, vertere particolarmente sui seguenti fattori:

a) la personalità, la salute e la situazione economica dell'adottante, la di lui vita di famiglia e la situazione del suo ambiente familiare, nonché la sua attitudine ad allevare il minore;

b) i motivi per i quali l'adottante desidera adottare il minore;

c) i motivi in base ai quali, nel caso in cui solo uno dei coniugi desideri adottare il minore, l'altro coniuge non si associa alla richiesta;

d) la reciproca compatibilità tra il minore e l'adottante e la durata del periodo durante il quale il minore è stato affidato all'adottante;

e) la personalità e la salute del minore e, salvo impedimento di legge, i precedenti del minore;

f) i sentimenti del minore circa l'adozione proposta;

g) ove occorra, la religione dell'adottante e la religione del minore.

3. Tali indagini dovranno essere affidate ad una persona o ad un ente riconosciuti dalla legge o abilitati a tale scopo da un'autorità giudiziaria o amministrativa. Tali indagini dovranno, per quanto possibile, essere effettuate da assistenti sociali specializzati in tale campo in conseguenza della formazione ricevuta o dell'esperienza acquisita.

4. Le disposizioni del presente articolo non pregiudicano minimamente il potere e l'obbligo dell'autorità competente di procurarsi tutte le informazioni o le prove riguardanti o meno l'oggetto delle indagini, che essa riterrà utili al caso.

Articolo 10

1. L'adozione conferisce all'adottante, nei confronti del minore adottato, i diritti e i doveri di qualsiasi genere, quali competono ad un padre o ad una madre nei confronti del figlio legittimo.

L'adozione conferisce all'adottato nei confronti dell'adottante i diritti e i doveri di qualsiasi genere, quali competono ad un figlio legittimo nei confronti del padre o della madre.

2. A partire dal momento in cui sorgono i diritti e i doveri di cui al paragrafo 1 del presente articolo, i diritti e i doveri dello stesso genere esistenti fra l'adottato e suo padre o sua madre, od ogni altra persona o ente, cessano di esistere. Tuttavia la legge può prevedere che il coniuge dell'adottante conservi i propri diritti e doveri nei confronti dell'adottato ove questi sia suo figlio legittimo, illegittimo o adottivo.

Inoltre la legge può confermare a carico dei genitori nei confronti del minore l'obbligo degli alimenti, l'obbligo del mantenimento e l'obbligo di fornirgli una sistemazione ed una dote qualora l'adottante non adempia ad uno di questi obblighi.

3. Come regola generale, l'adottato potrà assumere il cognome dell'adottante o aggiungerlo al proprio cognome.

4. Se il genitore legittimo ha diritto all'usufrutto dei beni del figlio, il diritto all'usufrutto dell'adottante sui beni dell'adottato può, nonostante il paragrafo 1 del presente articolo, venire limitato dalla legge.

5. In materia di successione, nei limiti in cui la legge attribuisce al figlio legittimo il diritto alla successione del padre o della madre, il minore adottato verrà trattato esattamente come se fosse il figlio legittimo dell'adottante.

Articolo 11

1. Qualora l'adottato non abbia, nel caso di adozione da parte di una sola persona, la cittadinanza dell'adottante o, nel caso di adozione da parte di due coniugi, la loro comune cittadinanza, la Parte contraente di cui l'adottante o gli adottanti sono cittadini faciliterà l'acquisto della cittadinanza da parte del minore.

2. La perdita della cittadinanza che potrebbe risultare dall'adozione è subordinata al possesso o all'acquisto di una nuova cittadinanza.

Articolo 12

1. Il numero di minori che lo stesso adottante può adottare non sarà limitato dalla legge.

2. La legge non potrà impedire a chicchessia di adottare un minore per il fatto di avere o di potere avere un figlio legittimo.

3. Non potrà essere vietata dalla legge a chicchessia l'adozione del proprio figlio illegittimo qualora tale adozione migliori la posizione giuridica del minore.

Articolo 13

1. Fintanto che l'adottato non abbia raggiunto la maggiore età, l'adozione non potrà essere revocata che per decisione di un'autorità giudiziaria o amministrativa per gravi motivi e solo nel caso in cui la revoca per tali motivi sia ammessa dalla legge.

2. Il paragrafo precedente non riguarda i casi in cui:

a) l'adozione è nulla;

b) l'adozione è terminata in seguito alla legittimazione dell'adottato da parte dell'adottante.

Articolo 14

Allorché le indagini svolte in applicazione degli articoli 8 e 9 della presente convenzione si riferiscono ad una persona che risieda o abbia risieduto sul territorio di un'altra Parte contraente, detta Parte contraente dovrà fare in modo che le informazioni necessarie che gli vengono richieste siano fornite senza indugio. Le autorità potranno comunicare direttamente fra loro a tale scopo.

Articolo 15

Verranno prese le disposizioni necessarie per vietare ogni guadagno ingiustificato che possa derivare dalla cessione di un minore a fini di adozione.

Articolo 16

Ogni Parte contraente conserva la facoltà di adottare disposizioni più favorevoli nei confronti dei minori adottati.

Parte III

DISPOSIZIONI SUPPLEMENTARI

Articolo 17

L'adozione non potrà essere decisa se il minore non sarà stato affidato alle cure degli adottanti per un periodo sufficientemente lungo per permettere all'autorità competente di valutare ragionevolmente i rapporti che si creerebbero tra le parti ove l'adozione fosse decisa.

Articolo 18

Le autorità promuoveranno la creazione ed assicureranno il buon funzionamento di istituzioni pubbliche o private, alle quali possano rivolgersi per aiuto e consiglio coloro che desiderano adottare un minore.

Articolo 19

Gli aspetti sociali e giuridici dell'adozione verranno inclusi nei programmi di formazione degli assistenti sociali.

Articolo 20

1. Verranno prese le misure del caso perché, ove occorra, l'adozione possa intervenire senza che l'identità dell'adottante sia rivelata alla famiglia del minore.

2. Verranno prese le misure necessarie per richiedere o permettere che la procedura di adozione si svolga a porte chiuse.

3. L'adottante e l'adottato potranno ottenere documenti estratti dai pubblici registri attestanti il fatto, la data ed il luogo di nascita dell'adottato, ma che non rivelino esplicitamente né l'adozione avvenuta, né la identità dei genitori naturali.

4. I pubblici registri saranno debitamente conservati e, in ogni caso, il loro contenuto verrà riprodotto in modo tale da impedire alle persone che non abbiano un interesse legittimo di venire a conoscenza del fatto che una persona è stata adottata, o, qualora il fatto sia di dominio pubblico, di conoscere l'identità dei genitori naturali.

Parte IV

CLAUSOLE FINALI

Articolo 21

1. La presente convenzione è aperta alla firma degli Stati membri del Consiglio d'Europa. Essa sarà ratificata o accettata. Gli strumenti di ratifica o di accettazione saranno depositati presso il Segretario generale del Consiglio d'Europa.

2. La convenzione entrerà in vigore tre mesi dopo la data del deposito del terzo strumento di ratifica o di accettazione.

3. Essa entrerà in vigore per ogni altro Stato firmatario che la ratifichi o l'accetti successivamente, tre mesi dopo la data del deposito del proprio strumento di ratifica o di accettazione.

Articolo 22

1. Dopo l'entrata in vigore della presente convenzione il Comitato dei Ministri del Consiglio d'Europa potrà invitare qualsiasi Stato non membro del Consiglio ad aderire alla presente convenzione.

2. L'adesione avverrà mediante il deposito, presso il Segretario generale del Consiglio d'Europa, di uno strumento di adesione che avrà efficacia tre mesi dopo la data di detto deposito.

Articolo 23

1. Ogni Parte contraente potrà, all'atto della firma o del deposito del proprio strumento di ratifica, di accettazione o di adesione, indicare il territorio o i territori ai quali si applicherà la presente convenzione.

2. Ogni Parte contraente potrà, all'atto del deposito del proprio strumento di ratifica, di accettazione o di adesione, o in qualunque altra data successiva, estendere l'applicazione della presente convenzione, mediante dichiarazione da indirizzare al Segretario generale del Consiglio d'Europa, ad ogni altro territorio indicato nella dichiarazione stessa e di cui essa curi le relazioni internazionali o per il quale sia autorizzata ad assumere impegni internazionali.

3. Qualsiasi dichiarazione che sia stata fatta in base al paragrafo precedente potrà, per quel che riguarda qualsiasi territorio citato in tale dichiarazione, essere ritirata alle condizioni previste dall'articolo 27 della presente convenzione.

Articolo 24

1. Ogni Parte contraente la cui legislazione preveda più tipi di adozione avrà la facoltà di applicare ad uno solo di tali tipi le disposizioni dei paragrafi 1, 2, 3 e 4 dell'articolo 10 e dei paragrafi 2 e 3 dell'articolo 12 della presente convenzione.

2. La Parte contraente che si avvarrà di tale facoltà lo notificherà al Segretario generale del Consiglio d'Europa, all'atto della firma o del deposito del proprio strumento di ratifica, di accettazione o di adesione, o all'atto di una dichiarazione fatta ai sensi del paragrafo 2 dell'articolo 23 della presente Convenzione, nella quale indicherà le modalità in base alle quali eserciterà tale facoltà.

3. Detta Parte contraente potrà cessare di esercitare tale facoltà, dandone notifica al Segretario generale del Consiglio d'Europa.

Articolo 25

1. Ogni Parte contraente potrà, all'atto della firma o del deposito del proprio strumento di ratifica, di accettazione o di adesione, o anche in occasione di una dichiarazione fatta ai sensi del paragrafo 2 dell'articolo 23 della presente Convenzione, formulare non più di due riserve riguardo alle disposizioni contenute nella II parte della convenzione stessa.

Non sono autorizzate riserve di carattere generale; ogni riserva non potrà vertere che su di una singola disposizione.

Ogni riserva avrà efficacia per cinque anni a partire dalla data di entrata in vigore della presente Convenzione per la Parte contraente in questione. Tale riserva potrà essere rinnovata per successivi periodi di cin-

que anni, mediante dichiarazione da indirizzare, prima dello scadere di ogni periodo, al Segretario generale del Consiglio d'Europa.

2. Ogni Parte contraente potrà ritirare, del tutto o in parte, una riserva da essa formulata in base al paragrafo precedente, mediante dichiarazione da indirizzare al Segretario generale del Consiglio d'Europa e che avrà efficacia a partire dalla data in cui sarà stata da questi ricevuta.

Articolo 26

Ogni Parte contraente comunicherà al Segretario generale del Consiglio d'Europa nomi ed indirizzi delle autorità alle quali potranno essere trasmesse le domande previste all'articolo 14.

Articolo 27

1. La presente convenzione resterà in vigore a tempo indeterminato.

2. Ogni Parte contraente potrà, per quel che la riguarda, denunciare la presente convenzione indirizzando una notifica al Segretario generale del Consiglio d'Europa.

3. Tale denuncia avrà efficacia sei mesi dopo la data del ricevimento della relativa notifica da parte del Segretario generale.

Articolo 28

Il Segretario generale del Consiglio d'Europa notificherà agli Stati membri del Consiglio e ad ogni altro Stato che abbia aderito alla presente convenzione:

a) ogni firma;

b) il deposito di ogni strumento di ratifica, di accettazione o di adesione;

c) ogni data di entrata in vigore della presente convenzione in base all'articolo 21;

d) ogni notifica ricevuta in base alle disposizioni dell'articolo 1;

e) ogni notifica ricevuta in base alle disposizioni dell'articolo 2;

f) ogni dichiarazione ricevuta in base alle disposizioni dei paragrafi 2 e 3 dell'articolo 23;

g) ogni informazione ricevuta in base alle disposizioni dei paragrafi 2 e 3 dell'articolo 24;

h) ogni riserva formulata in base alle disposizioni del paragrafo 1 dell'articolo 25;

i) il rinnovo di ogni riserva effettuato in base alle disposizioni del paragrafo 1 dell'articolo 25;

j) il ritiro di ogni riserva effettuato in base alle disposizioni del paragrafo 2 dell'articolo 25;

k) ogni notifica formulata in base alle disposizioni dell'articolo 26;

l) ogni notifica ricevuta in base alle disposizioni dell'articolo 27 e la data in cui la denuncia avrà efficacia.

IN FEDE DI CHE, i sottoscritti, debitamente autorizzati a tale scopo, hanno firmato la presente convenzione.

FATTO a Strasburgo, il 24 aprile 1967, in francese ed in inglese, entrambi i testi facenti egualmente fede, in un unico esemplare che sarà depositato negli archivi del Consiglio d'Europa. Il Segretario generale del Consiglio d'Europa ne invierà copia conforme ad ogni Stato firmatario ed aderente.

(*seguono le firme*)

Visto, *il Ministro per gli affari esteri*
MORO

LEGGE 14 agosto 1974, n. 358.

Nuove norme per il conseguimento dell'abilitazione allo insegnamento nelle scuole secondarie ed artistiche.

La Camera dei deputati ed il Senato della Repubblica hanno approvato;

IL PRESIDENTE DELLA REPUBBLICA

PROMULGA

la seguente legge:

Art. 1.

Nel corso dell'anno scolastico 1974-75 è indetto un corso speciale per il conseguimento dell'abilitazione all'insegnamento riservato agli insegnanti in servizio durante l'anno scolastico 1973-74.

A tale corso abilitante speciale sono ammessi:

a) gli insegnanti non di ruolo con incarico a tempo indeterminato nelle scuole statali secondarie e artistiche;

b) gli insegnanti elementari di ruolo, laureati, che abbiano prestato servizio, come incaricati o come comandati, nelle scuole statali secondarie e artistiche;

c) gli insegnanti di ruolo della scuola secondaria di primo grado e i vice rettori aggiunti e il personale educativo laureato, di ruolo, degli istituti statali di educazione che abbiano prestato servizio, come incaricati, comandati o utilizzati, nelle scuole statali secondarie di secondo grado e artistiche e che siano sprovvisti dell'abilitazione per il tipo di insegnamento impartito;

d) gli insegnanti non di ruolo in servizio, con orario di cattedra, nelle scuole ed istituti di istruzione secondaria e artistica, pareggiati, convenzionati e legalmente riconosciuti, che abbiano prestato servizio continuativo per almeno un triennio scolastico.

Gli insegnanti di cui al comma precedente sono ammessi al corso speciale solo per la classe di abilitazione relativa alla materia o al gruppo di materie insegnate nell'anno scolastico 1973-74.

Art. 2.

A partire dall'anno scolastico 1974-75 sono indette, fino all'entrata in vigore della riforma universitaria, sessioni annuali di corsi abilitanti ordinari.

Ciascuna sessione può comprendere lo svolgimento di più corsi, ognuno di durata non inferiore a sei mesi.

E' ammessa la partecipazione ad un solo corso abilitante per ciascuna sessione e per il conseguimento di una sola abilitazione.

Il Ministro per la pubblica istruzione ha facoltà di distribuire tra i vari corsi della sessione coloro che chiedono di parteciparvi, sulla base di criteri che tengano conto della data di conseguimento del titolo di studio e dell'età.

Coloro che hanno già presentato domanda di partecipazione ai corsi abilitanti ordinari, ai sensi della legge 6 dicembre 1971, n. 1074, sono ammessi con precedenza ai corsi della prima sessione.

Art. 3.

Ai corsi abilitanti di cui ai precedenti articoli sono ammessi anche coloro che sono forniti di uno dei titoli di studio considerati validi dai decreti presidenziali 29 aprile 1957, n. 972 e 21 novembre 1966, n. 1298, e successive modificazioni ed integrazioni, non più previ-

sti dal decreto ministeriale 2 marzo 1972 e successive modificazioni e integrazioni, purchè tali titoli siano stati conseguiti prima del 24 marzo 1972, data di pubblicazione nella *Gazzetta Ufficiale* del citato decreto 2 marzo 1972.

Art. 4.

I corsi abilitanti, sia speciali che ordinari, previsti agli articoli 1 e 2 della presente legge perseguono le finalità stabilite dall'articolo 1 della legge 6 dicembre 1971, n. 1074.

Il loro svolgimento è regolato dalle norme contenute nella legge sopra citata.

Art. 5.

Il penultimo comma dell'articolo 1 della legge 6 dicembre 1971, n. 1074, è sostituito dai seguenti:

« A partire dall'anno scolastico 1975-76 i nuovi incarichi a tempo indeterminato di cui alla legge 13 giugno 1969, n. 282, possono essere conferiti unicamente a coloro che siano in possesso di titolo di abilitazione valido per l'insegnamento della disciplina o del gruppo di discipline comprese nella cattedra per cui si chiede l'incarico.

Il Ministro per la pubblica istruzione con propria ordinanza stabilisce modalità e criteri per la formazione della graduatoria per incarichi e supplenze di insegnanti non abilitati ».

Art. 6.

Il penultimo comma dell'articolo 7 della legge 6 dicembre 1971, n. 1074, va interpretato nel senso che è ammessa la partecipazione ai concorsi anche al solo fine del conseguimento dell'abilitazione all'insegnamento, prescindendosi, in tal caso, dai limiti di età.

Art. 7.

L'articolo 6 della legge 6 dicembre 1971, n. 1074, è sostituito dal seguente:

« Al personale incaricato delle lezioni teoriche dei corsi di cui alla presente legge nonchè della direzione dei relativi gruppi di studio e dei seminari e della guida del tirocinio, è attribuito, in aggiunta al normale trattamento economico, per ogni giornata di effettiva attività svolta, un compenso pari ad un trentesimo dello stipendio iniziale corrispondente al parametro in godimento. Per coloro che non siano dipendenti della pubblica amministrazione tale compenso è rapportato allo stipendio iniziale del parametro 397 e, qualora si tratti di docenti universitari straordinari ed ordinari esteri, il compenso è rapportato allo stipendio iniziale rispettivamente del parametro 722 e 825.

Il compenso in trentesimi di cui al precedente comma spetta anche per la durata degli esami al presidente ed ai componenti della commissione costituita ai sensi del quarto comma dell'articolo 1 della presente legge ».

Art. 8.

All'onere derivante dall'attuazione della presente legge per l'anno finanziario 1974 si provvede con i normali stanziamenti iscritti al capitolo 1113 dello stato di previsione della spesa del Ministero della pubblica istruzione per l'anno finanziario medesimo.

A quello relativo all'anno 1975, valutato in lire 2 miliardi 500.000.000, si provvede, nell'anno medesimo, con riduzione di pari importo del fondo corrispondente al capitolo 3523 dello stato di previsione della spesa del Ministero del tesoro per l'anno 1974.

Il Ministro per il tesoro è autorizzato a provvedere con propri decreti alle occorrenti variazioni di bilancio.

La presente legge, munita del sigillo dello Stato, sarà inserta nella Raccolta ufficiale delle leggi e dei decreti della Repubblica italiana. E' fatto obbligo a chiunque spetti di osservarla e di farla osservare come legge dello Stato.

Data a Roma, addì 14 agosto 1974

LEONE

RUMOR — MALFATTI — COLOMBO — GIOLITTI

Visto, *il Guardasigilli*: ZAGARI

LEGGE 14 agosto 1974, n. **359.**

Modificazioni all'articolo 2 del codice della navigazione, approvato con regio decreto 30 marzo 1942, n. 327.

La Camera dei deputati ed il Senato della Repubblica hanno approvato;

IL PRESIDENTE DELLA REPUBBLICA

PROMULGA

la seguente legge:

Articolo unico

L'articolo 2 del codice della navigazione, approvato con regio decreto 30 marzo 1942, n. 327, è sostituito dal seguente:

Art. 2. - *Mare territoriale.* — « Sono soggetti alla sovranità dello Stato i golfi, i seni e le baie, le cui coste fanno parte del territorio della Repubblica, quando la distanza fra i punti estremi dell'apertura del golfo, del seno o della baia non supera le ventiquattro miglia marine. Se tale distanza è superiore a ventiquattro miglia marine, è soggetta alla sovranità dello Stato la porzione del golfo, del seno o della baia compresa entro la linea retta tirata tra i due punti più foranei distanti tra loro ventiquattro miglia marine.

E' soggetta altresì alla sovranità dello Stato la zona di mare dell'estensione di dodici miglia marine lungo le coste continentali ed insulari della Repubblica e lungo le linee rette congiungenti i punti estremi indicati nel comma precedente. Tale estensione si misura dalla linea costiera segnata dalla bassa marea.

Sono salve le diverse disposizioni che siano stabilite per determinati effetti da leggi o regolamenti ovvero da convenzioni internazionali ».

La presente legge, munita del sigillo dello Stato, sarà inserta nella Raccolta ufficiale delle leggi e dei decreti della Repubblica italiana. E' fatto obbligo a chiunque spetti di osservarla e di farla osservare come legge dello Stato.

Data a Roma, addì 14 agosto 1974

LEONE

RUMOR — ZAGARI — MORO — TANASSI — ANDREOTTI — COPPO

Visto, *il Guardasigilli*: ZAGARI

LEGGE 14 agosto 1974, n. **360.**

Disposizioni relative ai funzionari di pubblica sicurezza direttivi e dirigenti.

La Camera dei deputati ed il Senato della Repubblica hanno approvato;

IL PRESIDENTE DELLA REPUBBLICA

PROMULGA

la seguente legge:

Art. 1.

Le disposizioni di cui all'ultimo comma dell'articolo 3 della legge 24 maggio 1970, n. 336, e al penultimo comma dell'articolo 67 del decreto del Presidente della Repubblica 30 giugno 1972, n. 748, non si applicano, con effetto dalla data di entrata in vigore delle disposizioni medesime, ai funzionari di pubblica sicurezza.

Art. 2.

Il secondo comma dell'articolo 2 del testo unico della legge sugli ufficiali ed agenti di pubblica sicurezza, approvato con regio decreto 31 agosto 1907, n. 690, è sostituito dal seguente:

« I funzionari di pubblica sicurezza, eccettuati i dirigenti generali, i dirigenti superiori ed i primi dirigenti che svolgono funzioni di vice questore vicario, sono ufficiali di polizia giudiziaria ».

Art. 3.

All'onere derivante dalla presente legge, valutato per l'anno finanziario 1974 in lire 97.833.000, si provvede mediante riduzione di lire 10.000.000 del fondo di cui al capitolo 1472, di lire 20.000.000 del fondo di cui al capitolo 1475, di lire 57.833.000 del fondo di cui al capitolo 1478 e di lire 10.000.000 del fondo di cui al capitolo 1485 dello stato di previsione della spesa del Ministero dell'interno per l'anno finanziario medesimo.

Il Ministro per il tesoro è autorizzato a provvedere, con propri decreti, alle occorrenti variazioni di bilancio.

La presente legge, munita del sigillo dello Stato, sarà inserta nella Raccolta ufficiale delle leggi e dei decreti della Repubblica italiana. E' fatto obbligo a chiunque spetti di osservarla e di farla osservare come legge dello Stato.

Data a Roma, addì 14 agosto 1974

LEONE

RUMOR — TAVIANI — ZAGARI — COLOMBO — GIOLITTI — GUI

Visto, *il Guardasigilli:* ZAGARI

DECRETO DEL PRESIDENTE DEL CONSIGLIO DEI MINISTRI 9 agosto 1974.

Sostituzione di un consigliere di amministrazione e componente della giunta esecutiva dell'Ente nazionale idrocarburi.

IL PRESIDENTE DEL CONSIGLIO DEI MINISTRI

Visti gli articoli 12 e 13 della legge 10 febbraio 1953, n. 136, istitutiva dell'Ente nazionale idrocarburi (E.N.I.);

Visto l'art. 2 della legge 22 dicembre 1956, n. 1589;

Visto il proprio decreto in data 30 ottobre 1971 con il quale è stato provveduto alla nomina del consiglio di amministrazione e della giunta esecutiva dell'E.N.I.;

Visto il proprio decreto in data 15 giugno 1973 con il quale il dott. Mario Schiavone è stato nominato consigliere di amministrazione e componente della giunta esecutiva dell'E.N.I.;

Considerato che il dott. Giorgio Crisci ha presentato le dimissioni dalla carica di consigliere di amministrazione dell'E.N.I.;

Considerato che il dott. Mario Schiavone ha presentato le dimissioni dalla carica di componente della giunta esecutiva dell'E.N.I.;

Ritenuta la necessità di provvedere alla integrazione degli organi sopra citati;

Sulla proposta del Ministro per le partecipazioni statali;

Decreta:

Il prof. Giovanni Torregrossa è nominato consigliere di amministrazione e componente della giunta esecutiva dell'Ente nazionale idrocarburi (E.N.I.), in sostituzione, rispettivamente, del dott. Giorgio Crisci e del dott. Mario Schiavone, dimissionari.

Il presente decreto sarà pubblicato nella *Gazzetta Ufficiale* della Repubblica italiana.

Roma, addì 9 agosto 1974

Il Presidente del Consiglio dei Ministri
RUMOR

Il Ministro per le partecipazioni statali
GULLOTTI

(6843)

DECRETO MINISTERIALE 26 novembre 1973.

Nuova pianta organica degli operai di ruolo del Corpo forestale dello Stato dal 1° aprile 1972.

IL MINISTRO PER L'AGRICOLTURA E LE FORESTE

Vista la legge 5 marzo 1961, n. 90;

Visto il decreto del Presidente della Repubblica 28 dicembre 1970, n. 1078, contenente norme sul riordinamento delle categorie degli operai delle amministrazioni dello Stato;

Visto il decreto ministeriale 2 ottobre 1971, registrato alla Corte dei conti, addì 19 gennaio 1972, registro n. 1, foglio n. 192, con il quale a decorrere dal 16 aprile 1968, la dotazione organica degli operai del Corpo forestale dello Stato è stata fissata in milleseicentosettantuno unità;

Visto l'art. 15 del decreto del Presidente della Repubblica 15 gennaio 1972, n. 11, concernente il trasferimento alle regioni a statuto ordinario del personale e delle funzioni amministrative statali, a decorrere dal 1° aprile 1972 e la corrispondente riduzione, dalla stessa data, dei relativi organici;

Visto il decreto del Presidente del Consiglio dei Ministri, in data 4 gennaio 1973, registrato alla Corte dei conti, addì 9 aprile 1973, registro n. 3 Presidenza, foglio n. 193, con il quale si stabilisce la ripartizione per categoria e per regione del contingente del personale operaio di ruolo per l'economia montana e per le foreste da trasferire alle regioni a statuto ordinario;

Visti i decreti ministeriali con i quali sono stati trasferiti alle regioni a statuto ordinario millecentoquarantacinque operai;

Considerato pertanto che la dotazione organica del ruolo degli operai è stata ridotta da milleseicentosettantuno a cinquecentoventisei unità;

Visti i decreti ministeriali con i quali, in applicazione del disposto dell'art. 3, comma quarto, della legge 24 maggio 1970, n. 336, sono stati collocati a riposo trentaquattro operai di cui, cinque operai, otto operai di 1ª categoria, quindici operai di 2ª categoria e sei operai di 3ª categoria, per cui la dotazione organica complessiva è ridotta da cinquecentoventisei a quattrocentonovantadue unità;

Decreta:

La dotazione organica degli operai del Corpo forestale dello Stato, a decorrere dal 1° aprile 1972, è fissata in quattrocentonovantadue unità ripartita nelle seguenti categorie professionali:

Parametro	Qualifica	Posti in organico
210	Gruppo C. O.	28
190 165	Cat. 1ª specializzati	192
173 146 129	Cat. 2ª qualificati	193
153 133 115	Cat. 3ª comuni	79
		492

Il presente decreto sarà inviato alla Corte dei conti per la registrazione ed inserito nella *Gazzetta Ufficiale* della Repubblica italiana.

Roma, addì 26 novembre 1973

Il Ministro: FERRARI-AGGRADI

Registrato alla Corte dei conti, addì 5 luglio 1974
Registro n. 8 Corpo forestale dello Stato, foglio n. 337

(6429)

DECRETO MINISTERIALE 9 aprile 1974.

Sostituzione di membri della commissione centrale per gli elenchi degli agenti marittimi raccomandatari.

IL MINISTRO PER L'INDUSTRIA, IL COMMERCIO E L'ARTIGIANATO

Vista la legge 29 aprile 1940, n. 496, che detta norme per la formazione degli elenchi autorizzati degli agenti marittimi raccomandatari;

Visto il decreto ministeriale 29 aprile 1972, registrato alla Corte dei conti, addì 13 luglio 1972, registro n. 11, foglio n. 99, con il quale è stata ricostituita la commissione centrale di cui all'art. 13 della legge suddetta;

Visto il decreto ministeriale 20 novembre 1972, registrato alla Corte dei conti, addì 31 gennaio 1973, registro n. 1, foglio n. 262, con il quale si è provveduto alla sostituzione di un membro della commissione;

Vista la lettera n. 1940 g/4627 del 19 giugno 1973, con la quale il Ministero di grazia e giustizia designa come membro effettivo il dott. Aldo Boselli, in sostituzione del dott. Donato Massimo Bartolomei;

Vista la lettera n. 188887 del 17 novembre 1973, con la quale il Ministero del lavoro e della previdenza sociale designa come membro effettivo il dott. Bruno Perfetti, in sostituzione del dott. Fausto De Stefano;

Vista la lettera n. 3127 del 2 ottobre 1973, con la quale il Ministero della marina mercantile designa come membro effettivo il dott. Biagio Amoroso, in sostituzione del dott. Angelo Franchi, e come membro supplente il dott. Luigi Fabiani, in sostituzione del dott. Stefano Lauria;

Vista la lettera n. 46920 del 30 novembre 1973, con la quale il Ministero del commercio con l'estero designa come membro effettivo il dott. Lamberto Ciaccaglini, in sostituzione del dott. Ettore Columba, e come membro supplente il dott. Giancarlo Bianconi, in sostituzione del dott. Ivo Vitter;

Considerato altresì che il dott. Enrico Gambelli, membro supplente della predetta commissione in rappresentanza del Ministero dell'industria, del commercio e dell'artigianato, è stato collocato a riposo;

Decreta:

Art. 1.

Sono nominati componenti della commissione centrale prevista dall'art. 13 della legge 29 aprile 1940, n. 496, i seguenti signori:

In rappresentanza del Ministero di grazia e giustizia:

Boselli dott. Aldo, consigliere della Corte suprema di cassazione, quale membro effettivo, in sostituzione del dott. Donato Massimo Bartolomei.

In rappresentanza del Ministero del lavoro e della previdenza sociale:

Perfetti dott. Bruno, ispettore superiore, quale membro effettivo, in sostituzione del dott. Fausto De Stefano.

In rappresentanza del Ministero della marina mercantile:

Amoroso dott. Biagio, 1° dirigente, quale membro effettivo, in sostituzione del dott. Angelo Franchi;

Fabiani dott. Luigi, direttore di sezione, quale membro supplente, in sostituzione del dott. Stefano Lauria.

In rappresentanza del Ministero del commercio con l'estero:

Ciaccaglini dott. Lamberto, 1° dirigente, quale membro effettivo, in sostituzione del dott. Ettore Columba;

Bianconi dott. Giancarlo, consigliere, quale membro supplente, in sostituzione del dott. Ivo Vitter.

In rappresentanza del Ministero dell'industria, del commercio e dell'artigianato:

De Majo dott. Pasquale, 1° dirigente, già segretario della commissione, quale membro supplente, in sostituzione del dott. Enrico Gambelli.

Le funzioni di segretario saranno, pertanto, svolte dalla dott.ssa Luciana Puglisi, direttore UU.PP.I.C.A.

Art. 2.

Il presente decreto sarà inviato alla Corte dei conti per la registrazione.

Roma, addì 9 aprile 1974

Il Ministro: DE MITA

Registrato alla Corte dei conti, addì 28 giugno 1974
Registro n. 8 Industria, foglio n. 108

(6581)

DECRETO MINISTERIALE 11 luglio 1974.

Sostituzione di un componente il comitato dell'Istituto nazionale della previdenza sociale per la regione Marche.

IL MINISTRO
PER IL LAVORO E LA PREVIDENZA SOCIALE

DI CONCERTO CON

IL MINISTRO PER IL TESORO

Visto il decreto del Presidente della Repubblica 30 aprile 1970, n. 639, relativo all'attuazione delle deleghe conferite al Governo con gli articoli 27 e 29 della legge 30 aprile 1969, n. 153, concernente revisione degli ordinamenti pensionistici e norme in materia di sicurezza sociale;

Visto l'art. 33 del decreto sopra menzionato relativo all'istituzione, in ogni regione, di un comitato regionale dell'Istituto nazionale della previdenza sociale;

Visto il proprio decreto in data 1° luglio 1971 relativo alla costituzione del comitato dell'Istituto nazionale della previdenza sociale per la regione Marche;

Vista la nota con la quale l'Istituto nazionale della previdenza sociale — in sostituzione del dott. Carlo Puoti, proprio rappresentante con voto consultivo nel comitato medesimo, destinato ad altro incarico — ha designato il direttore superiore dott. Gabriele Stirati;

Ritenuta la necessità di procedere alla richiesta sostituzione;

Decreta:

Il dott. Gabriele Stirati, direttore superiore, è nominato membro del comitato dell'Istituto nazionale della previdenza sociale per la regione Marche in qualità di rappresentante, con voto consultivo, dell'Istituto medesimo ed in sostituzione del dott. Carlo Puoti.

Il presente decreto sarà pubblicato nella *Gazzetta Ufficiale* della Repubblica italiana.

Roma, addì 11 luglio 1974

Il Ministro
per il lavoro e la previdenza sociale
BERTOLDI

p. *Il Ministro per il tesoro*
FABBRI

(6534)

DECRETO MINISTERIALE 5 agosto 1974.

Modificazioni al decreto ministeriale 15 luglio 1968, n. 12, concernente norme speciali tecniche per l'esportazione dei peperoni.

IL MINISTRO PER IL COMMERCIO CON L'ESTERO

Visto il decreto luogotenenziale 16 gennaio 1946, n. 12, concernente le attribuzioni del Ministero del commercio con l'estero;

Visto il regio decreto-legge 20 dicembre 1937, n. 2213, convertito nella legge 2 maggio 1938, n. 864, modificato con legge 4 ottobre 1966, n. 839, portante disposizioni sul marchio nazionale obbligatorio per i prodotti ortofrutticoli destinati all'esportazione;

Vista la legge 12 luglio 1961, n. 603;

Sentito il parere espresso in conformità dalla speciale commissione tecnica, appositamente costituita, nella riunione tenuta il 24 giugno 1974 presso l'I.C.E., con l'intervento dei rappresentanti dei Ministeri dell'agricoltura e delle foreste, dell'industria, del commercio e dell'artigianato, delle finanze, dei trasporti e dell'aviazione civile;

Sentito l'Istituto nazionale per il commercio estero;

Decreta:

Art. 1.

L'art. 1 del decreto ministeriale 15 luglio 1968, n. 12, pubblicato nella *Gazzetta Ufficiale* n. 242 del 23 settembre 1968 è sostituito dal seguente:

« Il marchio nazionale di cui al regio decreto-legge 20 dicembre 1937, n. 2213, convertito nella legge 2 maggio 1938, n. 864, modificato successivamente con legge 4 ottobre 1966, n. 839, si applica all'esportazione dei peperoni della specie *Capsicum Annuum L.* destinati al consumo fresco, ad esclusione del prodotto destinato alla trasformazione.

Per tutte le spedizioni all'estero di tale prodotto è obbligatoria l'osservanza delle disposizioni di cui al predetto decreto ».

Art. 2.

L'art. 3 del decreto ministeriale sopra citato è sostituito dal seguente:

« Il calibro è determinato dal diametro massimo normale all'asse della bacca. Per i peperoni calibrati, nello stesso imballaggio la differenza tra il diametro della bacca più grande e quello della bacca più piccola non deve superare i mm. 15, tranne che per i tipi lunghi per i quali non deve superare i mm. 10.

Per tutte le categorie è stabilito un calibro minimo secondo lo schema seguente:

	I	II
Peperoni lunghi	40 mm.	30 mm.
Peperoni quadrati	70 mm.	60 mm.
Peperoni quadrati appuntiti (trottola)	50 mm.	40 mm.
Peperoni di forma appiattita (topepo)	70 mm.	60 mm.

La calibrazione è obbligatoria per la categoria I.

E' consentita l'esportazione di « peperoncini » purchè denominati commercialmente tali, senza il rispetto del calibro minimo, della calibrazione e della presentazione a strati ordinati ».

Art. 3.

Alla fine delle disposizioni di cui alla lettera *B*) dello art. 14 dello stesso decreto ministeriale è aggiunto il seguente periodo:

« Peperoncini » (nel caso trattasi di tale prodotto).

Il presente decreto sarà pubblicato nella *Gazzetta Ufficiale* della Repubblica italiana.

Roma, addì 5 agosto 1974

Il Ministro: MATTEOTTI

(6746)

DISPOSIZIONI E COMUNICATI

MINISTERO DELLE FINANZE

Passaggio dal demanio al patrimonio dello Stato di un terreno in comune di Cassine

Con decreto ministeriale 22 luglio 1974, n. 42138/C, è stato disposto il passaggio dal demanio al patrimonio dello Stato del terreno già facente parte delle pertinenze del canale demaniale Carlo Alberto, in comune di Cassine (Alessandria), confinante a nord con la proprietà della S.p.a. « Fulgor 71 », a est con la proprietà della ditta Gotta Andrea, a sud con la proprietà demaniale e ad ovest con la strada comunale vecchia Cassine-Castelnuovo Bormida, segnato nel catasto del comune di Cassine al foglio 19, particella 169 parte e 175 parte, per una superficie di mq 2800 e tratteggiato in verde nella planimetria rilasciata in data 12 marzo 1974, in scala 1:2000 dall'Ufficio tecnico erariale di Alessandria; planimetria che fa parte integrante del decreto stesso.

(6879)

MINISTERO DEI LAVORI PUBBLICI

AZIENDA NAZIONALE AUTONOMA DELLE STRADE

Sdemanializzazione di un terreno in comune di Amatrice

Con decreto ministeriale 21 novembre 1973, n. 2354/2462, è stato disposto il passaggio dal demanio al patrimonio dell'A.N.A.S. del terreno di mq 330 sito al km 43+000 della strada statale n. 260 ed iscritto nei registri catastali del comune di Amatrice (Rieti) al foglio 59 particella frazionata 820.

(6796)

Sdemanializzazione di un terreno in comune di Cavallermaggiore

Con decreto ministeriale 13 febbraio 1973, n. 3654/3330, è stato disposto il passaggio dal demanio al patrimonio dell'A.N.A.S. del terreno di mq 200 sito al km 37+415 della strada statale n. 20 ed iscritto nei registri catastali del comune di Cavallermaggiore (Cuneo) al foglio 30, particella frazionata 142½.

(6797)

MINISTERO DEL TESORO

DIREZIONE GENERALE DEL TESORO - PORTAFOGLIO DELLO STATO

N. 153

Corso dei cambi del 13 agosto 1974 presso le sottoindicate borse valori

VALUTE	Bologna	Firenze	Genova	Milano	Napoli	Palermo	Roma	Torino	Trieste	Venezia
Dollaro USA .	655,60	655,60	655 —	665,60	652,50	655,60	655,50	655,60	655,60	655,60
Dollaro canadese .	669,80	669,80	668 —	669,80	668,20	669,80	670,70	669,80	669,80	669,80
Franco svizzero .	219,60	219,60	229,10	219,60	218,50	219,50	219,90	219,60	219,60	219,60
Corona danese .	108,77	108,77	108,70	108,77	108,80	108,75	108,80	108,77	108,77	108,77
Corona norvegese .	119,60	119,60	119,60	119,60	119,80	119,55	119,60	119,60	119,60	119,60
Corona svedese .	149,14	149,14	149,10	149,14	148,05	149,10	149,15	149,14	149,14	149,14
Fiorino olandese	245,20	245,20	245,20	245,20	245,25	245,20	245,25	249,20	245,20	245,20
Franco belga .	16,9730	16,973	16,98	16,973	17 —	16,95	16,97	16,973	16,97	16,97
Franco francese .	137,10	137,10	137,35	137,10	137,15	137,15	137,35	137,10	137,10	137,10
Lira sterlina .	1549,45	1549,45	1551 —	1549,45	1543,55	1549,40	1550,50	1549,45	1549,45	1549,45
Marco germanico .	250,65	250,65	250,75	250,65	251,05	250,60	250,82	250,65	250,65	250,65
Scellino austriaco .	35,37	35,37	35,40	35,37	35,45	35,35	35,45	35,37	35,37	35,37
Escudo portoghese .	25,88	25,88	25,92	25,88	25,80	25,85	25,90	25,88	25,88	25,88
Peseta spagnola . .	11,4950	11,495	11,50	11,495	11,45	11,50	11,50	11,495	11,49	11,49
Yen giapponese . .	2,1750	2,1756	2,16	2,1756	2,14	2,17	2,1775	2,1756	2,17	2,17

Media dei titoli del 13 agosto 1974

Titolo	Media
Rendita 5 % 1935	87,500
Redimibile 3,50 % 1934	100 —
» 3,50 % (Ricostruzione)	81,700
» 5 % (Ricostruzione)	84,900
» 5 % (Riforma fondiaria)	86,025
» 5 % (Città di Trieste)	83,750
» 5 % (Beni esteri)	83,775
» 5,50 % (Edilizia scolastica) 1967-82	83,275
» 5,50 % » » 1968-83	83 —
» 5,50 % » » 1969-84	88,400
» 6 % » » 1970-85	89,850
» 6 % » » 1971-86	89,625
» 6 % » » 1972-87	88,775
Certificati di credito del Tesoro 5 % 1976	100,30
» » » 5,50 % 1976	100,75
» » » 5 % 1977	99,325
» » » 5,50 % 1977	100,450
» » » 5,50 % 1978	99,450
» » » 5,50 % 1979	99,950
Buoni del Tesoro 5 % (scadenza 1° aprile 1975)	96,350
» 5 % (» 1°-10-1975) II emiss.	95,425
» 5 % (» 1° gennaio 1977)	88,075
» 5 % (» 1° aprile 1978)	85,125
» 5,50 % (scad. 1° gennaio 1979)	86,925
» 5,50 % (» 1° gennaio 1980)	85,525
» 5,50 % (» 1° aprile 1982)	85,975

Il contabile del portafoglio dello Stato: FRATTAROLI

UFFICIO ITALIANO DEI CAMBI

Cambi medi del 13 agosto 1974

Valuta	Cambio
Dollaro USA	655,55
Dollaro canadese	670,25
Franco svizzero	219,75
Corona danese	108,785
Corona norvegese	119,60
Corona svedese	149,145
Fiorino olandese	245,225
Franco belga	16,971
Franco francese	137,225
Lira sterlina	1549,975
Marco germanico	250,735
Scellino austriaco	35,41
Escudo portoghese	25,89
Peseta spagnola	11,497
Yen giapponese	2,176

MINISTERO DEL TESORO

Smarrimento di ricevuta di domanda di cambio cartelle

(3ª *pubblicazione*) Elenco n. 8

E' stato denunziato lo smarrimento delle sottoindicate ricevute relative a titoli di debito pubblico presentati per operazioni:

Numero ordinale portato dalla ricevuta: 991 mod. cambio ric. 5%. Data: 19 ottobre 1972. — Ufficio che rilasciò la ricevuta: tesoreria provinciale di Roma. — Intestazione: Cauletti Carla, nata a Roma il 25 dicembre 1944. — Titoli del debito pubblico: al portatore: 4. — Capitale: L. 40.000.

A termini dell'art. 230 del regolamento 19 febbraio 1911, n. 298, si notifica a chiunque possa avervi interesse che trascorso un mese dalla data della prima pubblicazione del presente avviso senza che siano intervenute opposizioni, saranno consegnati a chi di ragione i nuovi titoli provenienti dall'eseguita operazione, senza obbligo di restituzione della relativa ricevuta, la quale rimarrà di nessun valore.

Roma, addì 17 luglio 1974

(6138)

Smarrimento di ricevuta di debito pubblico

(3ª *pubblicazione*) Elenco n. 9

E' stato denunziato lo smarrimento delle sottoindicate ricevute relative a titoli di debito pubblico presentati per operazioni:

Numero ordinale portato dalla ricevuta: 3 mod. 241 D.P. — Data: 24 giugno 1969. — Ufficio che rilasciò la ricevuta: Direzione provinciale del tesoro di Nuoro. — Intestazione: Tolu Antonio, nato a Fonni il 21 novembre 1902. — Titoli del debito pubblico: al portatore 5. — Capitale: L. 140.000.

A termini dell'art. 230 del regolamento 19 febbraio 1911, n. 298, si notifica a chiunque possa avervi interesse, che trascorso un mese dalla data della prima pubblicazione del presente avviso senza che siano intervenute opposizioni saranno consegnati a chi di ragione i nuovi titoli provenienti dall'eseguita operazione, senza obbligo di restituzione della relativa ricevuta, la quale rimarrà di nessun valore.

Roma addì 17 luglio 1974

(6139)

MINISTERO DELLA PUBBLICA ISTRUZIONE

Smarrimento di diplomi originali di laurea

La dott.ssa Biancamaria Casanova, nata a Levanto (La Spezia) il 20 dicembre 1943, ha dichiarato di avere smarrito il proprio diploma originale di laurea in economia e commercio conseguito presso l'Università di Genova il 13 novembre 1969.

Se ne dà notizia ai sensi dell'art. 50 del regio decreto 4 giugno 1938, n. 1269, diffidando gli eventuali possessori del diploma smarrito a consegnarlo all'Università predetta.

(6721)

Il dott. Bernardino Ciociari, nato a Marano Equo (Roma) il 28 aprile 1916, ha dichiarato di avere smarrito il proprio diploma originale di laurea in lettere conseguito presso l'Università di Roma il 12 luglio 1949.

Se ne dà notizia ai sensi dell'art. 50 del regio decreto 4 giugno 1938, n. 1269, diffidando gli eventuali possessori del diploma smarrito a consegnarlo all'Università predetta.

(6722)

La dott.ssa Maria Luisa Bedetti, nata a Rimini il 22 novembre 1924, ha dichiarato di avere smarrito il proprio diploma originale di laurea in lettere conseguito presso l'Università di Bologna il 3 luglio 1947.

Se ne dà notizia ai sensi dell'art. 50 del regio decreto 4 giugno 1938, n. 1269, diffidando gli eventuali possessori del diploma smarrito a consegnarlo all'Università predetta.

(6723)

MINISTERO DELL'INDUSTRIA DEL COMMERCIO E DELL'ARTIGIANATO

Esito di ricorso

Con decreto del Presidente della Repubblica 4 aprile 1974, registrato alla Corte dei conti, addì 28 maggio 1974, registro n. 7 Industria, foglio n. 118, è stato respinto il ricorso straordinario proposto in data 15 settembre 1972 dal sig. Peduto Emidio, dipendente del Ministero dell'industria, del commercio e dell'artigianato, avverso la mancata attribuzione dell'incarico di capo del circolo di ispezione metrica del Trentino-Alto Adige.

(6186)

MINISTERO DELLA MARINA MERCANTILE

Esito di ricorso

Con decreto del Presidente della Repubblica 4 aprile 1974, registrato alla Corte dei conti, addì 12 giugno 1974, registro n. 2 Marina mercantile, foglio n. 249, è stato accolto il ricorso straordinario al Capo dello Stato in data 30 settembre 1971, proposto dal c. l. c. Vincenzo Sinagra, avverso il provvedimento che dichiarava la irricevibilità di un precedente ricorso gerarchico.

(6185)

REGIONE LOMBARDIA

Approvazione del piano regolatore generale del comune di Torre Boldone

Con deliberazione della giunta regionale della Lombardia 14 maggio 1974, n. 8221, resa esecutiva ai sensi di legge, è stato approvato il piano regolatore generale del comune di Torre Boldone (Bergamo), adottato con deliberazione consiliare 30 luglio 1971, n. 30.

Con la stessa deliberazione sono state approvate le modifiche, di cui alle deliberazioni consiliari 7 luglio 1972, n. 24 e 27 marzo 1974, n. 22, conseguenti al totale o parziale accoglimento di parte delle osservazioni presentate al piano regolatore generale.

(6474)

Approvazione del piano di zona del comune di Gussola

Con deliberazione della giunta regionale della Lombardia 15 gennaio 1974, n. 6513, resa esecutiva ai sensi di legge, è stato approvato il piano delle zone da destinare all'edilizia economica e popolare del comune di Gussola (Cremona).

Copia di tale deliberazione, con gli atti allegati, sarà depositata nella segreteria del predetto comune, a libera visione del pubblico.

Dell'eseguito deposito verrà data notizia ai proprietari interessati nella forma delle citazioni, ai sensi dell'art. 8 della legge 18 aprile 1962, n. 167, e successive modificazioni.

(6475)

Approvazione del piano di zona del comune di Coccaglio

Con deliberazione della giunta regionale della Lombardia 11 giugno 1974, n. 8649, resa esecutiva ai sensi di legge, è stato approvato il piano delle zone da destinare all'edilizia economica e popolare del comune di Coccaglio (Brescia).

Copia di tale deliberazione, con gli atti allegati, sarà depositata nella segreteria del predetto comune, a libera visione del pubblico.

Dell'eseguito deposito verrà data notizia ai proprietari interessati nella forma delle citazioni, ai sensi dell'art. 8 della legge 18 aprile 1962, n. 167, e successive modificazioni.

(6476)

CONCORSI ED ESAMI

CORTE DEI CONTI

Graduatoria generale del concorso, per titoli ed esami, a trenta posti di referendario

IL PRESIDENTE

Visto il proprio decreto 6 giugno 1973, pubblicato nella *Gazzetta Ufficiale* n. 179 del 14 luglio 1973, con il quale è stato indetto il concorso, per titoli ed esami, a trenta posti di referendario della Corte dei conti;

Visto il proprio decreto 25 giugno 1973, pubblicato nella *Gazzetta Ufficiale* n. 233 del 10 settembre 1973, di nomina della commissione esaminatrice del concorso medesimo;

Visti i propri decreti 14 e 22 giugno 1974, in corso di registrazione, di nomina, nonchè di sostituzione di due membri aggiunti per lo svolgimento della prova facoltativa di lingua straniera (inglese, francese e tedesca);

Visto il testo unico di leggi sulla Corte dei conti, approvato con regio decreto 12 luglio 1934, n. 1214;

Visto il regolamento per la carriera e la disciplina del personale della Corte dei conti, approvato con regio decreto 12 ottobre 1933, n. 1364;

Visto il testo unico delle disposizioni concernenti lo Statuto degli impiegati civili dello Stato, approvato con decreto del Presidente della Repubblica 10 gennaio 1957, n. 3;

Visto il decreto del Presidente della Repubblica 3 maggio 1957, n. 686, contenente norme di esecuzione del testo unico approvato con il menzionato decreto del Presidente della Repubblica 10 gennaio 1957, n. 3;

Visto il decreto del Presidente della Repubblica 28 dicembre 1970, n. 1077, sul riordinamento delle carriere degli impiegati civili dello Stato;

Vista la legge 20 dicembre 1961, n. 1345;

Vista la graduatoria di merito formata dalla commissione esaminatrice;

Riconosciuta la regolarità del procedimento seguito e degli atti formati dalla commissione stessa;

Decreta:

Art. 1.

E' approvata la seguente graduatoria di merito del concorso, per titoli ed esami, a trenta posti di referendario della Corte dei conti, indetto con decreto presidenziale 6 giugno 1973:

1. Vacirca Giovanni .	punti	27,487
2. Iannantuono Pasquale . . .	»	25,212
3. Nobile Matteo	»	24,950
4. Foglietti Fabrizio . . .	»	23,940
5. Neri Paolo . .	»	23,902
6. Salbitani Domenico . .	»	23,527
7. Cudillo Vittorio .	punti	23,052
8. De Musso Ivan . . .	»	22,740
9. Coccoli Luciano . .	»	22,712
10. Dello Schiavo Stefania nata Dato	»	22,632
11. D'Avanzo Maria Grazia nata Sivelli .	»	22,612
12. Russo Vincenzo . . .	»	22,375
13. Cirillo Giovanni	»	22,202
14. Coccia Mariano . .	»	21,922
15. Giuseppone Vittorio	»	21,905
16. De Leo Giovanni . . .	»	21,750
17. Weber Italo . . .	»	21,240
18. Falcucci Mario	»	21,227
19. Mondo Michele	»	20,937
20. Cogliandro Giuseppe	»	20,750
21. Polito Luigi	»	19,840

Art. 2.

Sono dichiarati vincitori del concorso predetto, nel seguente ordine e sotto condizione sospensiva dell'accertamento dei requisiti per l'ammissione alla magistratura della Corte dei conti, i candidati:

1) Vacirca Giovanni
2) Iannantuono Pasquale
3) Nobile Matteo
4) Foglietti Fabrizio
5) Neri Paolo
6) Salbitani Domenico
7) Cudillo Vittorio
8) De Musso Ivan
9) Coccoli Luciano
10) Dello Schiavo Stefania nata Dato
11) D'Avanzo Maria Grazia nata Sivelli
12) Russo Vincenzo
13) Cirillo Giovanni
14) Coccia Mariano
15) Giuseppone Vittorio
16) De Leo Giovanni
17) Weber Italo
18) Falcucci Mario
19) Mondo Michele
20) Cogliandro Giuseppe
21) Polito Luigi

Il presente decreto sarà comunicato al competente ufficio di controllo della Corte per la registrazione e sarà pubblicato nella *Gazzetta Ufficiale* della Repubblica italiana.

Roma, addì 15 luglio 1974

Il presidente: CAMMDI

Registrato alla Corte dei conti, addì 9 agosto 1974
Registro n. 8 Presidenza, foglio n. 47

(6917)

ANTONIO SESSA, *direttore* DINO EGIDIO MARTINA, *redattore*

Roma - Istituto Poligrafico dello Stato - S. (c. m. 411100742180)